



## ÉTUDE DE CAS

# AFRIQUE DU SUD

## LIER LA POLITIQUE INDUSTRIELLE AUX PLANS NATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT

La politique industrielle nationale de l'Afrique du Sud dénote une coordination de haut niveau complexe et efficace entre les autorités gouvernementales, les organismes publics et les parties prenantes du secteur privé. Lancé en 2007, le National Industrial Policy Framework - NIPF (cadre national de politique industrielle) a constitué la première politique industrielle globale de l'Afrique du Sud. Il vise à faciliter la diversification au-delà du recours aux produits traditionnels et aux services non commercialisables, ainsi qu'à favoriser une intensification à long terme de l'économie afin de bâtir une économie fondée sur le savoir et de promouvoir une industrialisation à forte intensité de main-d'œuvre. Il est centré sur une stratégie tendant à renforcer la base de la production manufacturière en mobilisant les instruments dans les domaines du commerce, du financement et des achats qui contribueraient à développer les secteurs rendus prioritaires. L'approche actuelle de la politique industrielle est influencée par des conceptions économiques non classiques alors que les politiques précédentes subissaient davantage l'influence de l'orthodoxie économique qui a favorisé l'octroi d'un rôle réduit à l'État et d'un grand rôle aux marchés.

La Growth Employment and Redistribution policy (GEAR), (politique de croissance, d'emploi et de redistribution) ainsi que l'Industrial Strategy Project (ISP), (projet de stratégie industrielle) ont donné aux forces du marché un rôle prépondérant dans la coordination de l'activité économique, en partant de la conviction que la libre entreprise entraînerait la croissance de l'économie et de l'emploi. Adoptée en 1996, la Growth Employment and Redistribution policy a privilégié la mise en place d'une économie se prévalant de solides fondamentaux macroéconomiques qui semblaient crédibles aux investisseurs étrangers. Ainsi, au nombre des propositions émanant de cette politique figuraient la libéralisation du compte de capital, la politique des cibles d'inflation, la privatisation des entreprises étatiques et le flottement du taux de change.

L'Industrial Strategy Project a consolidé un programme de libéralisation du commerce centré sur une croissance tirée par les exportations, arguant que la stratégie précédente de protection du commerce avait entraîné une désaffectation des exportations

qui a créé un secteur industriel peu compétitif avec des sous-secteurs à forte intensité de capital fondés sur les produits minéraux au détriment des sous-secteurs en aval à fort coefficient de main-d'œuvre. On espérait que la libéralisation du commerce améliorerait la compétitivité du secteur industriel et générerait une base industrielle diversifiée qui serait intégrée dans l'économie mondiale

La multiplicité des acteurs publics et privés intervenant dans la formulation et la mise en œuvre de la politique industrielle du pays permet à différents secteurs et ministères de participer et de contribuer en faisant en sorte que la politique industrielle soit conforme à la stratégie nationale de développement.

## COORDINATION DE HAUT NIVEAU EFFICACE ET COMPLEXE

La conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans nationaux de développement industriel en Afrique du Sud dénote une coordination de haut niveau complexe et efficace entre les autorités gouvernementales, les organismes publics et les parties prenantes du secteur privé. Le processus de conception et de mise en œuvre du National Industrial Policy Framework et de l'Industrial Policy Action Plan (IPAP) (plan d'action pour la politique industrielle) donnent un exemple utile de cette coordination et de cette collaboration.

Le National Industrial Policy Framework est l'expression de la vision de la politique industrielle nationale de l'Afrique du Sud et l'Industrial Policy Action Plan (IPAP) en est le document d'application. Ce dernier se compose de plans glissants de trois ans qui sont publiés chaque année (l'Afrique du Sud applique actuellement l'Industrial Policy Action Plan 2). Ces plans soulignent l'importance du secteur manufacturier et sa capacité de produire des rendements dynamiques croissants en proportion de ses liens et ils reconnaissent le progrès technologique que laisse supposer ce secteur.

La conception et la mise en œuvre du National Industrial Policy Framework et des plans de l'Industrial Policy Action Plan relèvent de l'Industrial Development Policy Development Division (IDPDD) (Division de l'élaboration de la politique de développement industriel), qui est sous l'autorité du Department of Trade and Industry (DTI) (Département du commerce et de l'industrie). L'Industrial Development Policy Development Division est également responsable de deux programmes interdépendants, l'Industrial Competitiveness Programme (ICP) (programme pour la

compétitivité industrielle) et le Customized Sector Program (CSP) (programme adapté aux secteurs). L'Industrial Competitiveness Programme est chargé de concevoir et de mettre en œuvre « des interventions intersectorielles ou transversales qui visent à renforcer les moyens et la compétitivité dans les secteurs d'intervention visés par l'Industrial Policy Action Plan », tandis que le Customized Sector Programme conçoit et met en œuvre des « plans sectoriels à fort impact ».

La conception des politiques relevant du Customized Sector Programme ainsi que la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'Industrial Policy Action Plan englobent toutes les parties prenantes principales et secondaires. Les acteurs principaux sont « les acteurs de base responsables de la gestion des activités et des produits dans la phase de mise en œuvre de la politique » et les acteurs secondaires sont ceux qui « fournissent des apports, des réflexions et des commentaires dans la phase de mise en œuvre de la politique ». Le Customized Sector Programme énonce les plans stratégiques et de mise en œuvre des secteurs visés qui sont ensuite incorporés dans l'Industrial Policy Action Plan en tant que plans d'action clefs. Il s'agit là de deux « documents évolutifs qui font donc constamment l'objet d'examen et de révision à mesure que des jalons sont atteints ou reformulés ou que des mesures essentielles sont prises ».

## FORTE PARTICIPATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVÉ

La stratégie d'établissement et de mise en œuvre du programme des plans sectoriels est déterminée par la recherche des résultats du secteur et des consultations approfondies avec des entreprises organisées ainsi que la main-d'œuvre du secteur, avant l'adoption officielle du Customized Sector Programme et son incorporation dans la stratégie nationale au sein de l'Industrial Policy Action Plan. Cela illustre les multiples jalons marqués par l'information en retour et la collaboration ainsi que les mécanismes officiels d'information en retour dans le processus. Cette coordination permet au secteur privé d'avoir davantage confiance dans la politique future étant donné qu'il a été fortement associé à son élaboration. Cela rétablit la confiance dans les entreprises et les interventions qui sont utiles au secteur privé lequel en a besoin. En outre, la multiplicité des acteurs du secteur public intervenant dans l'élaboration de l'Industrial Policy Action Plan par le biais de plusieurs programmes adaptés aux secteurs permet l'existence de stratégies nationales qui nécessitent la coordination de différents acteurs et ministères et sont conformes à la stratégie de développement national.

## EXAMEN, SUIVI ET ÉVALUATION DE HAUT NIVEAU DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Les résultats de l'Industrial Policy Action Plan sont suivis régulièrement au sein du Department of Trade and Industry et au niveau du Conseil des ministres et des directeurs généraux, ainsi qu'au moyen d'un contrôle exercé par la Parliamentary Trade and Industry (commission parlementaire du commerce et de l'industrie). Durant ces réunions, les problèmes sont examinés et des solutions conçues pour accélérer la mise en œuvre des jalons de l'Industrial Policy Action Plan. Ces jalons sont également suivis par plusieurs autres organes, notamment un conseil des différents départements appelé Forum des directeurs généraux de l'Afrique du Sud (FOSAD) dont les membres proviennent de plusieurs départements afin de faciliter une élaboration et une mise en œuvre communes et coordonnées des politiques.

## CONCEPT DE FINANCEMENT INNOVANT

L'Industrial Development Corporation (Société de développement industriel) joue un rôle essentiel dans le développement industriel de l'Afrique du Sud, en particulier grâce à son mécanisme de financement innovant le plus récent – le Manufacturing Competitiveness Enhancement Programme (Programme pour le renforcement de la compétitivité du secteur manufacturier) qui décaisse les dons pour les incitations à la production et octroie des prêts pour le capital de roulement en faveur des secteurs relevant de l'Industrial Policy Action Plan. Le Manufacturing Competitiveness Enhancement Programme vise à améliorer les niveaux de productivité, la création de valeur ajoutée ainsi que le maintien dans l'emploi et la création d'emplois. L'État a récemment injecté des fonds dans l'Industrial Development Corporation pour les programmes relevant de l'Industrial Policy Action Plan en vue d'accroître le financement dans le cadre de son bilan. Cela fait partie de la stratégie tendant à élargir son mandat en matière de développement.

En résumé, la première politique industrielle globale du pays au cours des six dernières années a été une réussite. Pourtant, des ajustements continus permettront de faire en sorte qu'en fin de compte les objectifs généraux des décideurs soient atteints avant 2020. Cependant, les frictions récentes sur le marché du travail, en particulier les grèves, ont eu tendance à perturber la productivité et de ce fait à ralentir le processus d'industrialisation.